



PRÉFET DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE

Direction régionale et interdépartementale de  
l'Environnement et de l'Énergie d'Île-de-France

Décision n° DRIEE-SDDTE-2017-027 du 24 FEV. 2017

**Portant obligation de réaliser une étude d'impact en application  
de l'article R. 122-3 du code de l'environnement**

Le Préfet de la région d'Île-de-France  
Préfet de Paris  
Officier de la légion d'honneur  
Commandeur de l'ordre national du mérite

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;

Vu l'arrêté n°IDF-2017-02-17-012 du 17 février 2017 portant délégation de signature en matière administrative à Monsieur Jérôme Goellner, directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France ;

Vu l'arrêté 2017-DRIEE-IdF-232 du 20 février 2017 portant subdélégation de signature en matière administrative de Monsieur Jérôme Goellner, ingénieur général des mines, directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France à ses collaborateurs ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement ;

Vu la demande d'examen au cas par cas n° F01117P0006 relative au **projet d'aménagement d'un lotissement industriel sur les emprises de l'ancienne voie primaire nord (VPN) situé à Torcy dans le département de Seine-et-Marne**, reçue complète le 23 janvier 2017 ;

Vu l'avis de l'Agence Régionale de la Santé d'Île-de-France daté du 16 février 2017 ;

Considérant que le projet consiste, sur un terrain d'emprise de 6,3 hectares, en la création d'un lotissement industriel accueillant des activités de service, des activités logistiques et des PME/PMI, le tout développant une surface de plancher de 22 625 m<sup>2</sup>, ainsi qu'en la réalisation de nouvelles voiries ;

Considérant que le projet crée une surface de plancher comprise entre 10 000 et 40 000 m<sup>2</sup> et qu'il relève donc de la rubrique 39° « Projets soumis à examen au cas par cas » du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement ;

Considérant que le projet s'implante, au sein de la zone d'activité industrielle de Torcy, sur une emprise initialement prévue pour le prolongement de la voie primaire nord (RD 199) et aujourd'hui occupée par une butte de terre couverte d'une friche arbustive et herbacée, ;

Considérant que le projet prévoit le déblaiement de la butte et la destruction de la friche, sans qu'aucun élément du dossier de demande ne permette de caractériser les enjeux du site en termes de biodiversité et d'espèces protégées et/ou patrimoniales ;

Considérant que le projet conduira, dans un secteur fortement urbanisé, à la destruction d'un espace en friche susceptible de présenter un intérêt pour les continuités écologiques locales ;

Considérant que le secteur est du projet est traversé par trois lignes électriques à haute tension (deux de 225 000 Volts et une de 400 000 Volts) appartenant au réseau stratégique régional dont le bon fonctionnement doit être préservé, que le pétitionnaire prévoit la construction d'entrepôts logistiques sous ces lignes, et que l'impact du projet vis à vis de cet enjeu, notamment en termes d'implantation des bâtiments, de préservation des espaces libres sous la ligne et de risques technologiques, n'est pas détaillé dans le dossier ;

Considérant qu'une canalisation de transport de gaz à haute pression traverse le site du projet et qu'une partie des aménagements prévus intercepte la bande d'effet de cette canalisation ;

Considérant qu'une étude géotechnique et environnementale a été conduite et qu'elle identifie une pollution des terres (des teneurs en fluorures supérieures aux valeurs réglementaires ayant été relevées), contrairement à ce qui est mentionné dans le formulaire de demande ;

Considérant que les travaux, d'une durée non précisée, comprennent notamment le déblaiement de la butte, la démolition d'un ouvrage de franchissement routier au-dessus de l'avenue de Lingenfeld, la réalisation de voiries et la construction des lots en milieu urbain dense, et qu'ils sont susceptibles d'engendrer des nuisances telles que bruits, poussières, pollutions accidentelles et obstacles aux circulations ;

Considérant qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis par le maître d'ouvrage, le projet est susceptible d'avoir des impacts notables sur l'environnement ou sur la santé ;

**Décide :**

**Article 1er**

**Le projet d'aménagement d'un lotissement industriel sur les emprises de l'ancienne voie primaire nord (VPN) situé à Torcy dans le département de Seine-et-Marne, nécessite la réalisation d'une étude d'impact, dont le contenu est défini par l'article R.122-5 du code de l'environnement.**

**Article 2**

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

**Article 3**

En application de l'article R.122-3 (IV) précité, la présente décision sera publiée sur le site Internet de la préfecture de région et de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France. Elle devra également figurer dans les dossiers soumis à enquête publique ou mis à disposition du public conformément à l'article L.122-1-1.

Pour le préfet de la région d'Île-de-France et par délégation, le  
directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de  
l'énergie de la région d'Île-de-France

La directrice adjointe

  
Claire GRISEZ

#### Voies et délais de recours

**S'agissant d'une décision portant obligation de réaliser une étude d'impact, un recours administratif préalable gracieux est obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux, conformément en cela aux dispositions de l'article R. 122-3 V du code de l'environnement.**

- **Recours administratif gracieux :**

Le recours gracieux obligatoire doit être formé dans le délai de 2 mois à compter de la notification ou publication de la décision ; il a pour effet de suspendre et proroger le délai de recours contentieux.

Le recours est adressé à :

Monsieur le préfet de la région d'Ile-de-France

Adresse postale : DRIEE IF – 10 rue Crillon 75194 Paris cedex 4

- **Recours administratif hiérarchique :**

Le recours hiérarchique, qui peut être formé auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, dans le délai de deux mois à compter de la notification ou publication de la décision, n'a pas pour effet de suspendre et proroger le délai du recours contentieux.

Le recours est adressé à :

Madame la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer,

Ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer

92055 Paris La Défense Cedex

- **Recours contentieux :**

Tribunal administratif compétent

(Délai de deux mois à compter du rejet du recours gracieux).

